

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

26 JUIN 2013

**Projet de loi modifiant les dispositions du
Code judiciaire relatives à la discipline**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR
M. LAAOUEJ
ET MME KHATTABI

I. INTRODUCTION

Le projet de loi de loi à l'examen, qui relève de la procédure bicamérale obligatoire, trouve son origine dans une proposition de loi déposée au Sénat le 7 juin 2011 par M. Delpérée et consorts (doc. Sénat, n° 5-

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2012-2013

26 JUNI 2013

**Wetsontwerp tot wijziging van de
bepalingen van het Gerechtelijk
Wetboek betreffende de tucht**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER LAAOUEJ
EN MEVROUW KHATTABI

I. INLEIDING

Voorliggend wetsontwerp, dat onder de verplicht bicamerale procedure valt, vindt zijn oorsprong in een wetsvoorstel dat op 7 juni 2011 door de heer Delpérée c.s. in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 5-

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Alain Courtois.

Membres/Leden :

N-VA	Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
PS	Hassan Boussetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux.
MR	Alain Courtois, Christine Defraigne.
CD&V	Sabine de Bethune, Els Van Hoof.
sp.a	Guy Swennen, Fauzaya Talhaoui.
Open Vld	Yoeri Vastersavendts.
Vlaams Belang	Bart Laeremans.
Écolo	Zakia Khattabi.
cdH	Francis Delpérée.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Huub Broers, Patrick De Groote, Bart De Nijn, Elke Sleurs.
Caroline Désir, Jean-François Istasse, Fatiha Saïdi, Louis Siquet.
François Bellot, Jacques Brotchi, Armand De Decker.
Wouter Beke, Dirk Claeys, Johan Verstreken.
Bert Anciaux, Dalila Douifi, Ludo Sannen.
Guido De Padt, Martine Taelman.
Yves Buysse, Anke Van dermeersch.
Benoit Hellings, Cécile Thibaut.
Bertin Mampaka Mankamba, Vanessa Matz.

Voir:

Documents du Sénat :

5-1067 - 2012/2013 :

N° 11 : Texte amendé par la Chambre des représentants et renvoyé au Sénat.

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-1067 - 2012/2013 :

Nr. 11 : Tekst geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers en teruggezonden naar de Senaat.

1067/1). Le Sénat a adopté ce texte le 2 mai 2013 et l'a transmis à la Chambre des représentants.

Le 20 juin 2013, la Chambre des représentants a renvoyé au Sénat le projet de loi après l'avoir amendé (doc. Chambre, n° 53-2790/7).

La commission de la Justice a examiné le projet de loi faisant l'objet du présent rapport lors de sa réunion du 26 juin 2013, en présence de la ministre de la Justice.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE

La ministre précise que la très grande majorité des modifications apportées au texte par la Chambre des représentants sont de nature technique. La philosophie du projet tel qu'il a été adopté par le Sénat le 2 mai 2013 (doc. Sénat, n° 5-1067/9) n'a pas été remise en cause.

La seule modification fondamentale qu'ait apportée la Chambre des représentants concerne l'effacement des peines dont les délais sont prorogés (article 33 du projet de loi). Dorénavant, les peines mineures ne seront effacées d'office qu'après trois ans et les peines disciplinaires majeures, quant à elles, ne le seront qu'après six ans, à l'exception de la démission d'office, de la destitution ou de la révocation.

Les délais proposés par la Chambre en matière d'effacement des peines correspondent au système actuel. La Chambre propose par contre que l'effacement ait lieu d'office alors que dans le système actuel l'effacement des peines majeures n'est possible qu'après l'introduction d'une demande de réhabilitation.

III. DISCUSSION

Mme Khattabi demande des précisions quant aux modifications apportées au régime d'effacement des peines. Les dossiers disciplinaires sont des affaires sensibles et des peines majeures ne sont pas prononcées à la légère. Pour quelles raisons faut-il prévoir une possibilité d'effacement des peines majeures après six ans ?

La ministre répond que le projet adopté par le Sénat prévoyait des délais d'effacement de six mois pour le rappel à l'ordre, neuf mois pour le blâme, un an pour la retenue de traitement, deux ans pour la suspension disciplinaire et trois ans pour la régression barémique. Ces délais ont été jugés trop courts à la Chambre. La Chambre a opté pour des délais d'effacement plus longs de trois ans et six ans, à l'instar des délais appliqués à l'heure actuelle.

1067/1). De Senaat nam die tekst op 2 mei 2013 aan en zond hem over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Op 20 juni 2013 heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers het wetsontwerp na amendering naar de Senaat teruggezonden (stuk Kamer, nr. 53-2790/7).

De commissie voor de Justitie heeft het wetsontwerp waarover dit verslag gaat, besproken op haar vergadering van 26 juni 2013, in aanwezigheid van de minister van Justitie.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

De minister preciseert dat de overgrote meerderheid van de wijzigingen die de Kamer van volksvertegenwoordigers in de tekst heeft aangebracht, technisch zijn. De filosofie van het ontwerp zoals de Senaat het op 2 mei 2013 had aangenomen (stuk Senaat nr. 5-1067/9), werd niet betwist.

De enige fundamentele wijziging die de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangebracht, betreft de uitwissing van de straffen, waarvan de termijnen verlengd worden (art. 33 van het wetsontwerp). Voortaan zullen lichte straffen slechts ambtshalve uitgewist worden na drie jaar en zware tuchtstraffen, met uitzondering van het ontslag van ambtswege en de ontsetting uit het ambt of de afzetting, na zes jaar.

De termijnen inzake de uitwissing van straffen welke de Kamer voorstelt, komen overeen met het huidige systeem. De Kamer stelt wel voor dat de uitwissing ambtshalve geschiedt, terwijl in het huidige systeem uitwissing van zware straffen slechts mogelijk is na het indienen van een verzoek tot eerherstel.

III. BESPREKING

Mevrouw Khattabi vraagt nadere informatie over de wijziging van de regeling voor de uitwissing van straffen. Tuchtdossiers zijn delicate zaken en zware straffen worden niet lichtzinnig uitgesproken. Waarom moet men voorzien in de mogelijkheid van uitwissing van zware straffen na zes jaar ?

De minister antwoordt dat het door de Senaat aangenomen ontwerp voorzag in uitwisselingstermijnen van zes maanden voor de vermaning, van negen maanden voor de blaam, van een jaar voor de inhouding van wedde, van twee jaar voor de tuchtschorsing, van drie jaar voor lagere inschaling. Die termijnen werden in de Kamer te kort geacht. De Kamer opteerde voor langere uitwisselingstermijnen van drie jaar en zes jaar, zoals de termijnen die nu gelden.

Mme Khattabi relève que le texte adopté par la Chambre permet l'effacement pour les peines majeures pour lesquelles l'effacement n'était pas possible dans le régime proposé par le Sénat.

La ministre répond que l'effacement n'est possible que pour certaines peines majeures. Il n'est pas possible pour les peines majeures les plus graves. Il n'y a aucun changement sur ce point par rapport au texte tel qu'il avait été adopté par le Sénat le 2 mai 2013.

M. Vanlouwe pense que les attentes dans l'opinion publique sont grandes par rapport à la réforme de la discipline. C'est logique puisque plusieurs affaires ont défrayé la chronique ces dernières années et mis en évidence le fait que la procédure disciplinaire ne fonctionne pas de manière satisfaisante. Le régime disciplinaire actuel ne permet pas de réagir adéquatement à l'encontre de magistrats dont le fonctionnement fait problème. L'intervenant souligne que ce sont le plus souvent les justiciables qui sont les victimes de ces dysfonctionnements. Une telle situation n'est pas de nature à améliorer la confiance du citoyen dans la Justice.

Pour restaurer la confiance du citoyen dans les juridictions disciplinaires, l'intervenant a toujours plaidé en faveur d'un élargissement de la composition des juridictions disciplinaires en y intégrant des assesseurs extérieurs à l'ordre judiciaire. Lors du premier examen du texte au Sénat, de nombreux commissaires se sont opposés à cette solution car ils estimaient qu'elle était contraire à l'article 157 de la Constitution. Des propositions de révision de l'article 157 de la Constitution ont pourtant été déposées et il aurait été possible de modifier la Constitution pour permettre la nomination d'assesseurs non-magistrats. Pourquoi ces textes n'ont-ils pas été discutés ?

M. Vanlouwe relève en outre que lors des débats à la Chambre des représentants plusieurs membres se sont exprimés en faveur de l'intégration d'assesseurs extérieurs. L'adjonction d'un bâtonnier avec voix consultative n'est pas une solution satisfaisante.

M. Vanlouwe plaide pour que l'article 157 de la Constitution soit révisé — même s'il estime que cette adaptation n'est pas strictement nécessaire — afin de permettre la désignation de membres non-magistrats au sein des juridictions disciplinaires. Le politique donnerait de la sorte un signal fort pour éviter toute suspicion de corporatisme au sein des juridictions disciplinaires.

M. Delpérée fait remarquer que le débat sur la composition de la juridiction disciplinaire a eu lieu dans les deux Chambres. La Chambre des représentants n'a pas modifié le texte du projet sur ce point. Les différentes positions ont été exprimées et il n'est pas nécessaire de rouvrir le débat sur cette question car

Mevrouw Khattabi wijst erop dat de tekst die de Kamer aangenomen heeft, uitwissing mogelijk maakt voor zware straffen waarvoor uitwissing niet mogelijk was in de regeling die de Senaat voorstelde.

De minister antwoordt dat uitwissing slechts voor bepaalde zware straffen mogelijk is. Ze is niet mogelijk voor de zwaarste straffen. Wat dat betreft is er geen enkele wijziging in vergelijking met de tekst zoals de Senaat hem op 2 mei 2013 heeft aangenomen.

De heer Vanlouwe denkt dat de publieke opinie veel van de tuchthervorming verwacht. Dat is logisch, omdat de jongste jaren heel wat zaken in het nieuws zijn gekomen en duidelijk is gebleken dat de tuchtprocedure niet werkt zoals het hoort. Met de huidige tuchtregeling is het niet mogelijk gepast te reageren tegen magistraten wier functioneren problematisch is. Spreker onderstreept dat het meestal de rechtzoekenden zijn die het slachtoffer zijn van die problemen. Dergelijke toestand zal het vertrouwen van de burger in Justitie niet vergroten.

Om het vertrouwen van de burger in de tuchtcolleges te herstellen, heeft spreker steeds gepleit voor een uitbreiding van de samenstelling van de tuchtcolleges, door er assessoren van buiten de rechterlijke orde in op te nemen. Bij het eerste onderzoek van de tekst in de Senaat hebben talrijke commissieleden zich tegen die oplossing verzet, omdat ze vonden dat ze strijdig was met artikel 157 van de Grondwet. Er werden nochtans voorstellen tot herziening van artikel 157 van de Grondwet ingediend en het was mogelijk geweest de Grondwet te wijzigen om de benoeming van assessoren van buiten de magistratuur mogelijk te maken. Waarom werden die teksten niet besproken ?

De heer Vanlouwe wijst er bovendien op dat verscheidene leden zich tijdens het debat in de Kamer hebben uitgesproken voor het opnemen van externe assessoren. De toevoeging van een stafhouder met raadgevende stem is geen bevredigende oplossing.

De heer Vanlouwe pleit ervoor artikel 157 van de Grondwet te herzien — ook al vindt hij die aanpassing niet strikt noodzakelijk — om de aanwijzing van leden van buiten de magistratuur bij de tuchtcolleges mogelijk te maken. Op die manier geeft de politiek een krachtig signaal om elk vermoeden van corporatisme bij de tuchtcolleges te voorkomen.

De heer Delpérée wijst erop dat het debat over de samenstelling van het tuchtcollege in beide Kamers heeft plaatsgevonden. De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft de tekst van het ontwerp op dat punt niet gewijzigd. Alle standpunten zijn aan bod gekomen en het is niet nodig het debat hierover opnieuw

elle a fait l'objet d'un vote dans le même sens au sein des deux assemblées.

M. Vanlouwe regrette que la discussion de la proposition de révision de l'article 157 de la Constitution n'a pas été poursuivie au sein de la commission des Affaires institutionnelles. On a, de la sorte, bloqué le débat de fond sur la composition des juridictions disciplinaires.

IV. VOTES

Les articles 1 à 8 sont successivement adoptés par 9 voix et 1 abstention.

L'article 9 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Les articles 10 à 13 sont successivement adoptés par 9 voix et 1 abstention.

L'article 14 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

L'article 15 est adopté par 9 voix et 1 abstention.

Les articles 16 et 17 sont successivement adoptés par 9 voix et 1 abstention.

Les articles 18 et 19 sont successivement adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

Les articles 20 et 21 sont successivement adoptés par 9 voix et 1 abstention.

Les articles 22 et 23 sont successivement adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

Les articles 24 à 27 sont successivement adoptés par 9 voix et 1 abstention.

Les articles 28 et 29 sont successivement adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

Les articles 30 à 32 sont successivement adoptés par 9 voix et 1 abstention.

L'article 33 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Les articles 34 à 38 sont successivement adoptés par 9 voix et 1 abstention.

L'article 39 est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

L'article 40 est adopté par 9 voix et 1 abstention.

te openen, want de stemming hierover kende in beide assemblees hetzelfde resultaat.

De heer Vanlouwe betreurt dat het debat over het voorstel tot herziening van artikel 157 van de Grondwet niet werd voortgezet in de commissie voor de Institutionele Aangelegenheden. Op die manier heeft men het inhoudelijk debat over de samenstelling van de tuchtcolleges geblokkeerd.

IV. STEMMINGEN

De artikelen 1 tot 8 worden achtereenvolgens aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 9 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

De artikelen 10 tot 13 worden achtereenvolgens aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 14 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 15 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

De artikelen 16 en 17 worden achtereenvolgens aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

De artikelen 18 en 19 worden achtereenvolgens aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

De artikelen 20 en 21 worden achtereenvolgens aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

De artikelen 22 en 23 worden achtereenvolgens aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

De artikelen 24 tot 27 worden achtereenvolgens aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

De artikelen 28 en 29 worden achtereenvolgens aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

De artikelen 30 tot 32 worden achtereenvolgens aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 33 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

De artikelen 34 tot 38 worden achtereenvolgens aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 39 wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 40 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

V. VOTE FINAL

L'ensemble du projet de loi est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

La commission a décidé, à l'unanimité, de faire confiance aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

Les rapporteurs,

Ahmed LAAOUEJ.
Zakia KHATTABI.

Le président,

Alain COURTOIS.

**Le texte adopté par la commission
est identique au texte du
projet de loi renvoyé par
la Chambre des représentants
(voir le doc. Chambre, n° 2790/07).**

V. EINDSTEMMING

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen

De commissie beslist eenparig het vertrouwen te schenken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,

Ahmed LAAOUEJ.
Zakia KHATTABI.

De voorzitter;

Alain COURTOIS.

**De door de commissie aangenomen tekst
is dezelfde als het door de
Kamer van volksvertegenwoordigers
teruggezonden ontwerp
(zie stuk Kamer nr. 2790/07).**